

International

FEMMES D'AMÉRIQUE LATINE : FONDAMENTALISMES POLITIQUES ET RELIGIEUX

Jean-Jacques Kourliandsky

17/01/2025

Au sein du réseau transatlantique des extrêmes droites reliant les partis et mouvements nationalistes d'Europe, des États-Unis et d'Amérique latine, le combat politique pour un retour à des valeurs religieuses plaçant la femme entre cuisine, famille et église ne se fait désormais plus sans les femmes, dont la participation est de plus en plus importante. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, souligne en quoi le développement d'une pensée politique alliant libéralisme économique et conservatisme moral est centré autour du rôle de la femme en société et quel rôle les mouvements fondamentalismes religieux sud-américains jouent dans l'incorporation des femmes au mouvement.

Une bataille des esprits a été engagée par les diverses familles réactionnaires du monde démocratique. Les femmes y occupent une place croissante, même si elle n'est pas exclusive. Ces dernières années, l'offensive idéologique des droites radicales a généré en Amérique latine une dynamique connectée au combat de divers fondamentalismes religieux. Les femmes constituent un des éléments constitutifs d'un élan partagé par les mouvements politiques d'extrême droite et divers fondamentalismes catholiques, juifs et pentecôtistes. Des ponts ont été construits entre Amérique latine, Europe et États-Unis afin de faciliter rencontres idéologiques et connivences électorales. L'intégration et la participation de femmes à cet agenda ont permis la consolidation de coopérations d'intérêt mutuel, entre fondamentalismes religieux, mouvements et partis d'extrême droite.

Femmes et unions des droites

Le baptisé « deuxième sexe » fait depuis longtemps l'objet d'une attention patriarcale universelle de la part des forces autoritaires et dictatoriales. Depuis l'Amérique latine, cette idéologie ciblant la femme comme dénominateur des traditionalismes politiques a été développée en son temps par le groupe de pression brésilien « Tradition, famille et propriété¹ ».

La défense des valeurs familiales a servi de cache-sexe à tous les épisodes antidémocratiques du XX^e siècle. Fascisme italien, nazisme, dictatures traditionalistes d'Espagne et du Portugal, régimes militaires d'Amérique latine ont justifié leurs prises de pouvoir brutales, en association avec diverses « élites » économiques, par la nécessité de rompre une dégradation des mœurs portant atteinte aux vertus familiales et au rôle attribué aux femmes dans la préservation et la perpétuation de ces valeurs. Le national-socialisme, reprenant un mot d'ordre social inventé sous l'Empire de Guillaume II, avait renvoyé la femme à un rôle de reproductrice raciale sous le mot d'ordre des trois « K » : *Kinder, Küche und Kirche* (enfants, cuisine et église). Cette trilogie a été adoptée par les diverses dictatures latino-américaines, et légitimée moralement par différentes confessions évangélistes au Guatemala ou en Argentine, et au Pérou par une partie de l'épiscopat catholique.

Cette culture a survécu à la fin des régimes autoritaires et au rétablissement de la démocratie. Le courant charismatique catholique, les membres de l'Opus Dei et les nouvelles confessions évangélistes d'inspiration nord-américaine, progressivement latinoaméricanisées, ont joué un rôle central dans cette perpétuation. Ce phénomène a été accéléré par sa convergence avec des courants droitiers, contraints par les circonstances géopolitiques d'ouvrir des fronts démilitarisés d'accession au pouvoir. Les pasteurs sont devenus acteurs des compétitions électorales. La famille, la femme, son corps et son rôle dans la société ont été instrumentalisés, non plus pour légitimer une autorité politique et sociale de fait, mais pour capter un nombre significatif d'électeurs. En 2018, au Brésil, au cours de la campagne électorale présidentielle, les « amis » du candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, ont massivement diffusé des informations délibérément fausses, dont le contenu relevait de sujets liés à la dépravation des bonnes mœurs, attribuée à l'adversaire du Parti des travailleurs. L'un de ces messages s'en prenait à un supposé « kit gay » ; un autre, anonyme, dénonçait l'usage de biberons incitant à l'homosexualité utilisés par des personnels de crèches publiques. Ces messages ont eu un impact électoral important. Le président Javier Milei, en Argentine, a condamné au cours de sa campagne électorale en 2023 le féminisme et la politique du « genre ». Élu, il a supprimé les institutions ayant pour objet de lutter contre les discriminations, le ministère de la Femme et l'Institut national contre la discrimination, le racisme et la xénophobie (INADI)². Le 15 novembre 2024, l'Argentine a été le seul pays ayant voté contre une résolution présentée devant le troisième Comité de l'Assemblée générale des Nations unies par la France et les Pays-Bas, condamnant la violence exercée contre les femmes et les jeunes filles au sein de l'environnement numérique³. En novembre 2024, la vice-présidente argentine, Victoria Villaruel, appuyée par la Fondation Natalio Morelli, a condamné les autorités de la province de Buenos Aires, dirigées par un opposant péroniste, pour avoir mis à disposition d'élèves de collège les romans de quatre écrivaines féministes présentées comme des autrices « sexualisant les enfants » : Gabriela Cabezón Cámara, Sol Fantin, Dolores Reyes et Aurora Venturi.

La femme actrice de la perpétuation de la vie, naturellement enjointe à l'éducation de ses enfants, sans délégation à une institution publique, doit, selon ces courants réactionnaires, se maintenir dans ce rôle, protégé de l'interruption de grossesse promue par les forces de gauche. L'interdiction de l'avortement au cœur de la bataille des fondamentalismes religieux a glissé au fil des ans sur un terrain politique et électoral partagé avec divers courants d'extrême droite et de droite. Le collectif associatif guatémaltèque AFI (*Asociación la Familia Importa*), sous couvert de défense de la vie, est par exemple intervenu publiquement dans la campagne de l'élection présidentielle de 2023, publiant la liste des candidats soutenant ces objectifs – interdiction de l'IVG, condamnation de la politique d'égalité homme-femme, du mariage entre personnes du même sexe – ainsi que celle des personnalités, dont le candidat de centre gauche finalement élu, ayant refusé de signer son appel. Parmi les conseils de lecture figurant sur son site, on trouve des livres anti-genre d'idéologues de la nouvelle extrême droite latino-américaine, comme Carlos Lage, l'un des conseillers idéologiques du président argentin Javier Milei. La femme, ainsi perçue comme contestatrice du pouvoir masculin, est devenue un vecteur d'influence électorale ciblant un électorat suprémaciste masculin, transclassiste, avec succès si l'on en croit les sondages en Argentine comme au Brésil, mettant en évidence l'impact de ce type d'argumentation sur une partie du vote populaire masculin.

Cette instrumentalisation politique des femmes, à leur corps défendant, est devenue une voie de confluences religieuses et politiques permettant de rapprocher droites et extrêmes droites. La tenue au Sénat espagnol, le 2 décembre 2024, de la sixième conférence transatlantique organisée par le Réseau politique des valeurs⁴, dont l'ordre du jour était centré sur « la promotion de la culture de la vie et de la liberté », la défense de la famille et le combat contre l'avortement, a permis de vérifier combien ce thème permettait aux forces les plus conservatrices, modérées comme radicales, au-delà de cet agenda, d'ouvrir un dialogue pour consolider les liens tissés ces dernières années entre droite et extrême droite. Trois cents délégués, hommes dans leur majorité, de diverses organisations originaires de 45 pays ont assisté à cet événement dans les locaux du Sénat espagnol, mis à disposition par le Parti populaire, majoritaire dans la Haute Assemblée. Les deux personnalités présidant les travaux symbolisaient l'intention partagée des deux côtés de l'Atlantique : d'un côté, le Chilien José Antonio Kast, fondateur du parti républicain, candidat ayant obtenu 45% des suffrages à l'élection présidentielle en 2021 ; de l'autre Jaime Mayor Oreja, membre du Parti populaire espagnol, ancien ministre de l'Intérieur. Les gouvernements d'extrême droite argentin et hongrois étaient représentés par deux secrétaires d'État, Nahuel Sotelo (La Liberté avance) et Marton Ugrosdy. Parmi les organismes représentés, des groupes tels que « Conservateurs et réformistes », « Patriotes pour l'Europe » et d'autres membres latino-américains constituaient la majorité de l'assistance. Celle-ci était également composée de fondations partageant les mêmes orientations : Alliance pour la défense de la liberté (États-Unis),

Centre pour la famille et les droits humains (États-Unis), Conférence d'action politique conservatrice (États-Unis), Heritage Foundation (États-Unis), Organisation internationale pour la famille (États-Unis), Centre pour les droits fondamentaux (Hongrie), Fondation pour une Hongrie civique (Hongrie), Institut d'études de la famille (Espagne), Congrès ibéro-américain pour la vie et la famille, Fondation européenne Europe, société, éducation (Espagne), NEOS (Espagne).

Cette mobilisation accompagne celles tenues à l'initiative de la fondation Disenso du parti d'extrême droite espagnol Vox et de la fondation républicaine des États-Unis, CAPC. Ce remue-ménages extrémiste a porté quelques fruits. Le 16 octobre 2024, le parlement paraguayen a adopté une loi visant à suspendre les aides internationales reçues par des associations, faisant « l'apologie de l'avortement », dont le projet a été déposé, entre autres, par la présidente fondatrice du « Mouvement pour la vie et la famille ». Le 27 novembre 2024, en commission des lois et de la Constitution, les députés brésiliens ont voté à une très large majorité (35 voix contre 15) pour l'examen en séance publique d'une proposition d'amendement déclarant inconstitutionnel le droit à l'avortement.

Ces batailles contre les remises en cause des valeurs traditionnelles, associant la femme, l'enfant et la vie, sont menées au nom d'une morale présentée comme universelle et chrétienne. On y défend le droit à la vie et la condamnation de l'avortement, le droit à une famille formée par l'union d'un homme et d'une femme, l'exigence d'une pudeur personnelle. Elles présentent un intérêt additionnel, celui de faciliter le rapprochement sur des fondements chrétiens traditionalistes, entre forces politiques concurrentielles de droite et d'extrême droite. La réunion de Madrid, sixième dans ce format, entendait, à l'instar des rendez-vous antérieurs, défendre de façon principale les libertés économiques et financières et condamner les politiques interventionnistes de l'État, à visée sociale⁵.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Droite, extrêmes droites et conservatismes évangéliques et

judaïques

Le lien ainsi établi autour de la place centrale de la femme dans la famille, et plus généralement dans la société, a présenté pour les forces conservatrices un intérêt complémentaire : celui de formaliser des coopérations avec les courants fondamentalistes du judaïsme en Argentine, du catholicisme et des Églises évangélistes, plus particulièrement pentecôtistes. Leur « credo » repose sur une conception étroitement individualiste de la foi, prônant, comme le catéchisme libéral ou néo-libéral, le salut par la quête d'une prospérité au sens le plus élémentaire du terme, signe d'une double réussite matérielle et spirituelle.

En Amérique, les confessions pentecôtistes ont joué un rôle moteur dans ces évolutions. Elles ont progressé de façon spectaculaire, élargissant leur influence par une captation des personnes en grande difficulté sociale – des femmes en grande majorité – et en proposant un accueil aux victimes de violences conjugales. Comme le rappelle un rapport récemment diffusé par la CEPAL, l'essentiel des féminicides a pour auteur le partenaire ou l'ex-conjoint⁶. Les femmes de milieux populaires sont plus souvent victimes de violences conjugales. Elles sont aussi nombreuses à être abandonnées par les conjoints, sans revenu et avec leurs enfants qui, adolescents, sont souvent captés par le trafic de stupéfiants. Sans travail stable, ces femmes – employées domestiques, commerçantes informelles – n'ont de façon générale pas d'autre option pour être écoutée que de s'adresser aux pasteurs de leur quartier ou de leur rue. L'État, les services publics, l'Église historique catholique sont en effet peu présents dans les périphéries urbaines. Une enquête de l'IGBE (Institut public de statistiques brésilien) signale que les temples, majoritairement d'obédience pentecôtiste, sont dans les *favelas* les lieux de sociabilité les plus nombreux et les plus accessibles. Le recensement de 2022 a identifié, dans 12 000 localités, 958 251 infrastructures sociales, dont 81,3% de celles-ci sont des établissements religieux. Au Brésil, de 1982 à 2022, le nombre de temples évangéliques a été multiplié par 15⁷. Ces Églises, explique le sociologue brésilien Jessé Souza, « sont un espace unique de sociabilité et d'aide mutuelle », pour des « personnes en situation d'abandon social profond »⁸. Une étude réalisée au Chili confirme le lien existant entre « extraction sociale modeste » et pentecôtisme⁹. Les pasteurs proposent à ces personnes en difficulté d'entrer dans une famille à leur écoute, unie par des rituels émotionnels partagés à date fixe. Ils les orientent vers des solutions à leurs problèmes, privilégiant un travail psychologique et biblique sur elles-mêmes et un acte magique de démonisation de ce qui les opprime. Valorisant la culture d'entreprise, elles leur donnent également la possibilité de légitimer moralement leur travail informel, voire de devenir elles-mêmes pasteures et porte-parole d'un collectif religieux. Cet encouragement à l'autonomie privilégiant l'initiative individuelle est apprécié par les intéressées. Il peine à être traité comme tel par les critiques venues du progressisme privilégiant les explications manipulatrices. Simony dos Anjos, femme politique brésilienne, et

l'anthropologue argentine Monica Tarducci contestent ces analyses. Les femmes « sont des sujets rationnels, et non de simples marionnettes¹⁰ » qui acquièrent, par l'évangélisme, des formes « d'autodétermination¹¹ ».

Les perceptions à tendance plus individualiste excluent ou relèguent toute référence libératrice à des options solidaires, ou même charitables. L'aide d'État aux familles, la « Bolsa familia » brésilienne par exemple, fait l'objet de critiques reposant sur les principes évangélistes, stigmatisant ceux qui reçoivent et ne travaillent pas. De ce point de vue, l'enquête réalisée par Jessé Souza est éclairante sur l'adhésion de ses bénéficiaires potentiels à ce type de discours¹². Ces religions exaltent une morale familiale traditionnelle et exclusive, écartant toute légalisation de l'union entre personnes de même sexe, reconnaissance de l'homosexualité, légalisation de l'interruption de grossesse, voire égalité réelle entre hommes et femmes, rejetées comme représentatives d'une « idéologie du genre¹³ ». L'Église pentecôtiste brésilienne « Dieu est Amour » recommande aux femmes de respecter dans leur apparence et leurs vêtements « les principes de la parole de Dieu », entre autres recommandations de ne pas se maquiller, « afin de prioriser la piété, et non l'apparence ». Ce socle de valeurs met ainsi la femme au centre de l'enseignement et du discours religieux et facilite la convergence avec un vote économique libérale, greffé sur le traditionalisme moral des pentecôtistes¹⁴.

Le récit biblique, interprété sur un mode traditionaliste et antiféministe, sert de boîte à outils électorale à l'heure où les pasteurs pentecôtistes, véritables entrepreneurs en religion, entrent de plus en plus en politique. Ces dernières années, on observe un va-et-vient entre pasteurs politisés et politiciens de droite, au point, dans un pays comme le Brésil, d'imprégner et de droitiser la vie politique, alors que 94 candidats évangélistes ont été élus députés en 2023 au Congrès brésilien. Ces derniers sont presque tous membres d'un groupe parlementaire transpartisan dit « de la Bible », défendant leur conception traditionaliste du christianisme et la perpétuation de conceptions de la famille.

La gauche y a perdu ses repères. Absente des « quartiers », captivée par les nouveaux moyens de communication, elle a laissé de côté le travail de terrain. Selon l'institut de sondage Datafolha, 62% des électeurs évangélistes auraient voté pour le candidat d'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, ce pour des raisons morales. « Les vents de la démocratie », a écrit Jair Bolsonaro dans une tribune du quotidien brésilien *Folha de Sao Paulo*, le 11 novembre 2024, « soufflent vers [...] les programmes des droites. [...] Les majorités choisissent l'ordre, [...] la liberté économique, [...] le respect de la famille et de la religion ». Rien d'étonnant que, au soir du second tour de l'élection présidentielle brésilienne précédente, le 28 octobre 2018, le président élu ait brandi deux livres, la Bible et la Constitution. Jeanine Añez, présidente bolivienne non élue ayant

accédé au pouvoir par effraction le 12 novembre 2019, a validé, sur un mode identique, la « divine surprise » politique de son accession à la magistrature suprême, en proclamant : « Grâce à Dieu, la Bible revient au palais ». Les femmes sont ainsi devenues le support de cet amalgame entre religion et politique, qui n'exige pas de donner aux croyants-votants de consignes électorales particulières. À l'approche de la prochaine élection présidentielle brésilienne, l'on note une accélération des mobilisations de femmes pentecôtistes. Le 9 novembre 2024, 11 000 femmes se sont mobilisées à Rio de Janeiro, au petit Maracana, le « Maracañzinho », dans le cadre d'un second rassemblement « Juntas » [Ensemble] organisé à l'initiative de l'Assemblée de Dieu, l'une des confessions les plus importantes. Le succès populaire était au rendez-vous. Les promoteurs de l'événement ont d'ores et déjà prévu de tenir la prochaine session en 2025, un an avant la consultation présidentielle, dans le grand stade de Maracanã qui peut accueillir plus de 70 000 personnes. Ces concentrations féminines ne sont pas réservées au seul Brésil. En République dominicaine, 1300 femmes ont débattu le 24 novembre 2024 de la « dynamisation du potentiel des femmes pour faire face avec courage à la désintégration de la famille et à la destruction des valeurs chrétiennes¹⁵ ».

1. Organisation fondée en 1960, par un Brésilien d'extrême droite, Plinio Correa de Oliveira, présente dans une vingtaine de pays. Edgar Gonzalez Ruiz, « *Tradicion, Familia y Propriedad* », *Red Voltaire*, 6 janvier 2005.
2. Décret 696/2024, *Bulletin officiel* du 5 août 2024.
3. Résolution votée par 170 pays, 13 s'étant abstenus.
4. Red Politica por los Valores/Political Network for Values (PNfV). Le premier sommet s'est tenu en 2014 (New York, ONU) ; le deuxième en 2017 (Bruxelles, Parlement européen) ; le troisième en 2019 (Bogota, Parlement colombien) ; le quatrième en 2021 (Budapest, Hongrie) ; le cinquième en 2023 (New York, ONU).
5. Jean-Jacques Kourliandsky, *Vox, carrefour des extrêmes droites américaines, européennes et israélienne*, Fondation Jean-Jaurès, 3 juillet 2024.
6. CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes), *Violencia y feminicidios en cifras, América Latina y Caribe*, Santiago, Boletín n°3, novembre 2024.
7. En chiffre brut, on comptabilise 178 500 temples évangéliques en 2022. Cf. André Italo Rocha, *A Bancada Da Bíblia*, Sao Paulo, *Todavia*, 2024, p. 20.
8. Jessé Souza, *O pobre de direita*, Rio de Janeiro, *Civilização brasileira*, 2024, p.168.
9. Daniela Bertholet Rodriguez, *Las Mujeres Pentecostales*, Santiago, Universidad de Chile, 2006.
10. Monica Tarducci, « *Reflexiones de una feminista estudiando mujeres pentecostales* », *Diversa*, Red de Estudios de Diversidad Religiosa en Argentina, 3 mai 2022.
11. Simony dos Anjos, « *A autodeterminação das mulheres negras evangélicas* », *Carta Capital*, 20 novembre 2024.
12. Jessé Souza, *O pobre de direita, A vingança dos bastardos, O que explica a adesão dos ressentidos a extrema direita*, Rio de Janeiro, *Civilização brasileira*, 2024.
13. Voir « A tal « ideologia de genero », dans Andrea Dip, *Em nome de quem, a bancada evangélica e seu projeto de poder*, Rio de Janeiro, *Civilização brasileira*, 2018, pp 101-114.
14. Simony dos Anjos interpelle l'analyse commune à beaucoup d'intellectuels progressistes, considérant les femmes évangélistes comme des personnes manipulées, dans l'hebdomadaire de centre gauche *Carta Capital* du 20 novembre 2024 : « *A autodeterminação das mulheres negras evangélicas* ».

15. *El Nuevo Diario*, 25 novembre 2024.